

- avec réalisme, nous avons réclamé d'urgence l'examen des paramètres d'une «imposition de la paix» par les Nations Unies;
- enfin, nous avons encouragé les États-Unis, le Royaume-Uni et la Chine à suivre l'exemple de la France et de la Russie, en appliquant immédiatement un moratoire sur les essais nucléaires, et à se donner la volonté de négocier un Traité d'interdiction totale des essais nucléaires.

Nous devons aussi continuer à faire pression sur les Nations Unies dans certains autres domaines, notamment : le suivi du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, où notre premier ministre a ouvert la voie en amenant un certain nombre de grandes puissances à accepter les conventions sur la biodiversité et le changement climatique; et nos efforts persistants pour faire nommer ou élire un plus grand nombre de femmes à des postes clés des Nations Unies et d'autres organisations mondiales ou régionales.

Une part importante de mon discours à l'Assemblée générale a été consacrée au problème que pose la résolution des conflits à l'intérieur même de divers pays. Comme nous l'avons vu, le calme auquel on s'attendait dans un monde postérieur à l'Union soviétique et à la Guerre froide a déjà été rompu trop souvent par des conflits locaux et régionaux farouches et violents, qui menacent de se propager aux régions avoisinantes et même plus loin.

Les vieilles rivalités ethniques, les jalousies enracinées et l'inévitable soif de richesses et de pouvoir ont créé de nouveaux seigneurs guerriers, dont certains échappent à toute retenue, et dont les actions menacent la paix et la sécurité dans le monde.

Ils menacent aussi beaucoup de nos vieilles notions de souveraineté nationale. La situation qui persiste en Iraq au lendemain de la Guerre du Golfe, et notamment le traitement de minorités comme les Kurdes, continue à réclamer le réexamen à la hausse des obligations et des limites que comportent les interventions de la communauté mondiale.

Pour ce qui est du Canada, nous avons mis en avant des recommandations très précises pour l'élimination du risque de conflit à l'intérieur même des pays, en vertu d'une trilogie qui est peut-être déjà familière à certains d'entre vous : promotion et protection des droits de la personne; développement des valeurs et institutions démocratiques; et choix attentifs et responsables dans l'élaboration et l'application des politiques publiques, ce que nous en sommes venus à appeler «bon gouvernement».

Nous soutenons que ces trois éléments sont essentiels à la paix et à l'autosuffisance.